

## **Consultation publique relative aux plans décennaux de développement de GRTgaz et TIGF**

### **Réponses de GDF SUEZ SA**

Date : 28/11/2014

#### **Question 1 : Les modalités actuelles de consultation du marché par les GRT vous donnent-elles satisfaction ?**

GDFSUEZ SA réitère sa réponse :

GDFSUEZ SA est favorable aux modalités actuelles de consultation de marché via les Open Seasons.

GDFSUEZ SA tient à mentionner comme la CRE que le contexte est actuellement fortement incertain. Ainsi, en dehors du process des Open Seasons, il convient d'apporter une extrême prudence avant toute prise de décision pour la réalisation d'investissements couteux.

#### **Question 2 : Avez-vous des remarques sur les prévisions de consommation de GRTgaz et TIGF à l'horizon des plans à 10 ans ?**

GDFSUEZ SA estime que la prévision de doublement des consommations pour la production électrique d'ici 2023 sur le réseau GRTgaz (hausse de 40 TWh/an) est trop optimiste. D'ailleurs, TIGF ne prévoit aucune consommation de cycles combinés gaz sur son réseau.

En dehors de la production d'électricité, GDFSUEZ SA est en phase avec une consommation annuelle de gaz stable voire légèrement en baisse.

#### **Question 3 : Quel avis portez-vous sur la solution d'investissement proposée par GRTgaz pour créer 100 GWh/j de capacités « quasi-fermes » en entrée France ?**

Concernant le projet de développement des capacités rebours à Oltingue à hauteur de 100 GWh/j, sa commercialisation doit s'opérer dans le cadre d'une Open Season, correctement coordonnée avec l'opérateur transport suisse. Par ailleurs, cette capacité « quasi ferme » est en fait une capacité rebours interruptible. Ainsi, les conditions d'interruption devront être développées afin que les acteurs puissent se positionner.

**Question 4 : Les projets de GRTgaz et de TIGF vous paraissent-ils refléter correctement les besoins du marché à l'horizon du plan ?**

Dans un contexte de décroissance de la demande, il faut continuer à s'attacher à réaliser une analyse fine pour tout projet tout ou en partie socialisée. La part socialisée refacturée sur les tarifs amont est imposée à la communauté des expéditeurs et pèse sur l'attractivité du marché français. L'ensemble de l'investissement socialisé pèse sur les consommateurs finaux, et dégrade la compétitivité de l'énergie gaz.

Pour la fusion Nord-Sud, les projets Gascogne-Midi et Val de Saône remplacent les projets Val de Saône et Eridan . Ainsi, le projet Eridan, approuvé par la CRE dans sa délibération du 16 avril 2011, n'est donc plus d'actualité pour la fusion Nord-Sud. Le marché ne comprendrait pas que les trois projets Val de Saône, Gascogne-Midi et Eridan soient construits dans le contexte actuel alors que le choix s'est porté sur les projets Val de Saône et Gascogne-Midi.

Il est donc nécessaire que la CRE acte la non-réalisation du projet Eridan qui n'est plus d'actualité.

Concernant le projet MidCat, ce projet n'a aucun sens physique et économique si le gaz rentrant en France par Midcat n'a pas d'exutoire vers le reste de l'Europe. A ce titre, il nécessiterait des investissements de plusieurs milliards d'euros en France pour la prochaine décennie. Economiquement des alternatives moins coûteuses existent du fait de la présence de capacités significatives de regazéification en Europe du Nord-Ouest. Ces milliards d'euros d'investissement pèseraient directement sur le marché français du gaz mais également sur le marché européen.

**Question 5 : Avez-vous d'autres remarques en ce qui concerne les plans décennaux de développement de GRTgaz et TIGF ?**

RAS.